

Le FPÖ autrichien, un parti radicalisé qui revendique le pouvoir

di Jean-Baptiste Chastand

La campagne de Herbert Kickl s'est terminée comme elle avait commencé : dans la radicalité. Le chef du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) a fêté, dimanche 29 septembre, sa victoire historique aux élections législatives, obtenue avec près de 29 % des voix, dans une brasserie du campus de l'université de Vienne en compagnie de militants identitaires qui ont imprimé pour l'occasion une banderole portant le slogan « 29 % pour la remigration ».

Interdit en France, où il est par ailleurs jugé trop sulfureux par un Rassemblement national en quête de dédramatisation, le mouvement identitaire s'est largement étendu dans le petit pays alpin où il est particulièrement actif. Depuis qu'il a pris la tête du FPÖ, en 2021, M. Kickl, 55 ans, a ouvert grand les portes de son parti d'extrême droite aux prophètes autrichiens du « grand remplacement », cette théorie raciste et complotiste particulièrement absurde dans un pays qui compte à peine 8 % de musulmans.

Comme eux, M. Kickl rêve de « remigration » et de transformer l'Autriche en une « forteresse » censée protéger l'« homogénéité » du peuple autrichien. Prospérant sur le fort courant complotiste antivax qui a explosé en Autriche à l'occasion de l'épidémie de Covid-19, cette radicalité a permis au FPÖ d'arriver, pour la première fois de son histoire, en tête d'un scrutin législatif. Mais elle risque aussi de l'empêcher de parvenir au pouvoir, tant la totalité des autres partis refusent jusqu'ici de laisser M. Kickl devenir chancelier.

Après avoir fait la fête avec ses amis radicaux, le chef du FPÖ l'a bien compris et joue donc, depuis lundi 30 septembre, de l'autre image de son parti. Celle d'une formation qui a déjà participé à deux gouvernements ces vingt-cinq dernières années et reste

profondément institutionnalisée à tous les échelons du pays. Parlant subitement de « *points communs avec le président [l'écologiste Alexander Van der Bellen]* », chargé de nommer le prochain chancelier, M. Kickl cherche à faire oublier qu'il qualifiait récemment le chef de l'Etat de « *momie* », de « *sénile* » et de « *plus grand danger pour la démocratie* ».

Fondé par d'anciens nazis

Or, même si le FPÖ a été fondé en 1956 par d'anciens nazis, qu'il est secoué régulièrement par des scandales marquant sa nostalgie pour la seconde guerre mondiale, et que M. Kickl a estimé en 2010 « *ne pas pouvoir être d'accord pour déclarer que la Waffen-SS était collectivement coupable* », il ne faut jamais oublier qu'en Autriche, le cordon sanitaire contre ce parti d'extrême droite a été rompu depuis longtemps. Dès 1999, le conservateur Wolfgang Schüssel avait décidé de former une coalition avec un des prédécesseurs de M. Kickl, Jörg Haider [1950-2008]. Cette première en Europe valut à l'Autriche d'être sanctionnée par l'Union européenne (UE). Sans grands effets. En 2017, le conservateur Sebastian Kurz décida à nouveau de s'allier avec un FPÖ dirigé alors par Heinz-Christian Strache. Les deux expériences finirent mal pour le parti, qui fut à chaque fois très rapidement rattrapé par de vastes scandales de corruption et forcé de quitter le pouvoir.

En dépit de ce passif peu reluisant et de sa radicalité actuelle, le FPÖ reste pourtant toujours considéré comme fréquentable par la quasi-totalité des acteurs politiques autrichiens, qui refusent toujours de le qualifier d'« *extrême droite* », même s'il défend désormais des positions bien plus radicales que le Rassemblement national français. Alors qu'en Allemagne, Alternative pour l'Allemagne (AfD) est solidement tenue à l'écart du pouvoir par l'ensemble des autres forces politiques au niveau national comme régional, le FPÖ participe sans encombre à des coalitions avec les conservateurs du Parti populaire (ÖVP) dans trois Länder autrichiens.

Arrivé deuxième aux élections législatives du 29 septembre, le chancelier conservateur sortant, Karl Nehammer, a d'ailleurs déjà prévenu que le FPÖ devait être le premier à essayer de former un gouvernement, même si c'est pour échouer. « *La tradition veut que celui qui a gagné les élections soit chargé de mener les entretiens*

exploratoires », a défendu M. Nehammer. Au nom de la même tradition – non écrite –, le Parti social-démocrate (SPÖ), arrivé troisième, a estimé que le FPÖ était aussi légitime, pour la première fois depuis 1945, à obtenir la présidence du Parlement, pourtant deuxième poste de l'Etat autrichien dans l'ordre protocolaire. Seuls les Verts ont rappelé que « *rien dans la beauté de la Constitution ne dit que quelqu'un issu d'un groupement d'extrême droite radicale doit être à la tête du Conseil national* ».

Ancré dans l'Etat

La réalité est que le FPÖ est déjà tellement ancré dans l'Etat, en application du système très autrichien de répartition partisane des postes de fonctionnaires, que même un dirigeant complotiste, climatosceptique, antivax et qui rêve de transformer son pays sur le modèle de la Hongrie voisine gouvernée par Viktor Orbán ne suffit pas à l'exclure complètement du jeu démocratique.

De nombreux conservateurs autrichiens aiment rappeler qu'ils sont plus proches du FPÖ que du SPÖ sur les questions économiques ou migratoires. Ils regardent avec intérêt vers d'autres pays de l'UE comme la Suède ou les Pays-Bas où des partis d'extrême droite participent indirectement au pouvoir, en soutenant le gouvernement depuis l'extérieur. Il pourrait suffire que M. Kickl accepte d'amender un peu son programme de politique étrangère, actuellement aligné sur les intérêts de Moscou, et qu'il poursuive son effort de modération post-électorale pour que le FPÖ revienne au pouvoir.